

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 15/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROGLAS

ZI
68490 Hombourg

Références : 0006700541_2023_12_8_EUROGLAS_HOMBOURG_VIIC-air-mesures-continues
Code AIOT : 0006700541

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2023 dans l'établissement EUROGLAS implanté ZI 68490 Hombourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées réalisée en 2022 et reproduite en 2023 au niveau régional. Cette action nationale vise à vérifier la conformité des équipements de mesure en continu des rejets dans l'air mis en place par les exploitants.

Considérant l'activité du site (fusion du verre) et son autorisation d'exploiter étendue en 2021, les référentiels réglementaires retenus pour cette inspection ont été :

- l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale,
- et l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2021 portant autorisation d'augmenter la capacité de ses installations de fabrication et d'installer deux lignes de traitement du verre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROGLAS
- ZI 68490 Hombourg
- Code AIOT : 0006700541
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société EUROGLAS exploite des installations de fabrication de verre, classées Seveso Seuil Bas et soumises à la directive européenne IED (Industrial Emissions Directive).

Le thème de visite retenu est le suivant : mesures en continu des rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Mesures en continu des émissions	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des émissions			
8	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Transmissions des résultats d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suite	Délais
6	Conditions normalisées	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.3	Susceptible de suite	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.1	Sans objet
2	Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.1	Sans objet
3	Conditions de rejets - dilution	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 35	Sans objet
4	Fonctionnement des unités de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26	Sans objet
9	Suivi métrologique des mesures	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'examen des documents mis à la disposition de l'Inspection et les constats réalisés sur site, mettent en avant que :

- En non-conformité aux dispositions de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 27/09/2021 susvisé, l'exploitant ne réalise pas les mesures en continu du paramètre « Oxydes d'Azote ». La mesure réalisée n'étant effectuée que pour le paramètre « Monoxyde d'Azote » ;
- L'exploitant ne met pas en œuvre les méthodes de prélèvements, mesures, assurance qualité, mentionnées dans l'avis susvisé, sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Il ne met pas en œuvre de processus analogue en termes de qualification des appareils de mesures, suivi en exploitation, maintenance préventive, et mesures comparatives sur ses rejets atmosphériques permettant de conclure que les méthodes de mesures mises en œuvre permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les résultats des mesures comparatives réalisées montrent par ailleurs des

écarts conséquents entre les mesures réalisées par l'exploitant et les mesures réalisées selon les normes par un organisme agréé telles que prévues dans l'avis du 22 février 2022 précité. A l'éclairage de ces éléments, il convient de considérer que les méthodes mises en œuvre par l'exploitant ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 susvisé ;

- Les campagnes de mesures comparatives réalisées par l'exploitant ne sont pas réalisées et exploitées de manière à pouvoir comparer les résultats de mesures du prestataire accrédité missionné, et des mesures par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance ;
- Dans ses transmissions mensuelles d'autosurveillance l'exploitant ne reprend pas l'ensemble des éléments issu de son autosurveillance (notamment mesures continues, flux horaires, flux spécifiques, paramètre CO, indisponibilités des installations de traitement), ce en non-conformité avec les dispositions de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 susvisé.

Par ailleurs en l'état l'un des points de contrôle (mesures ramenées aux conditions normales de température et de pression) est caractérisé comme susceptible de suite considérant que l'inspection n'est pas en mesure de statuer sur la conformité des faits.

Enfin les constats réalisés mettent en avant la nécessité de reprendre les prescriptions opposables aux installations en matière d'identification d'émissaires susceptibles de générer des pollutions atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air			
Prescription contrôlée : Article 2-1-1 : Conduits et installations raccordées			
N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
Conduit n° 1	Four de fusion du verre	55 MW	Gaz naturel
Conduit n° 2	Chaudière des autoclaves	3 MW	Gaz naturel
[...]			
Constats : L'objet du contrôle était de vérifier par échantillonnage sur site si des émissaires non référencés dans la prescription contrôlée étaient présents au sein des installations. Ce contrôle a été réalisé à l'éclairage des éléments mentionnés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale déposée par l'exploitant en date du 22/12/2020 et des éléments prescriptifs présents dans les anciens arrêtés préfectoraux des installations. L'examen de l'arrêté préfectoral du 14/03/2016, du chapitre II.4.2.1.1 (NATURE ET LOCALISATION DES REJETS) de la demande précitée et les constats réalisés sur site mettent en évidence que des émissaires existants (émissaires refroidissement et silo chauds) ne sont pas répertoriés dans la prescription contrôlée. Ces éléments figurant dans le dossier de la demande d'autorisation et ayant été encadrés par le passé, il convient de considérer que la prescription contrôlée est inadaptée et doit être modifiée.			
Type de suites proposées : Fera l'objet d'une reprise des prescriptions ultérieurement			

N° 2 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air			
Prescription contrôlée : Article 2-1-1 : Conduits et installations raccordées [...] Les effluents gazeux du four de fusion du verre sont traités avant rejet à l'atmosphère pour réduire les émissions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • d'oxydes de soufre et de gaz acides ; 			

<ul style="list-style-type: none"> • de poussières ; • d'oxydes d'azote. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose de plusieurs systèmes de traitement des effluents gazeux du four de fusion avant rejet à l'atmosphère.</p> <p>Le premier est une tour de réaction (traitement à la chaux), permettant de traiter les oxydes de soufre.</p> <p>Le second est un électrofiltre, permettant de traiter les poussières.</p> <p>Le troisième est un système de traitement des oxydes d'azotes.</p> <p>L'examen des éléments transmis par l'exploitant et les constats réalisés sur site ont permis de mettre en évidence la présence d'un registre (vanne XV100) permettant de ne plus utiliser les installations de traitement ainsi que l'analyse des fumées. Par ailleurs, en cas d'incident ou de travaux d'entretien sur le système de traitement des oxydes d'azote, une deuxième vanne de détournement permet aux fumées de contourner le système de traitements des oxydes d'azote. Dans ce cas de figure, les fumées sont ensuite analysées.</p> <p>L'Inspection s'est attachée à vérifier que l'ouverture de ce registre était conjoncturelle, et ne remettait pas en cause la mise en œuvre des traitements précités et requis par la prescription. Selon les éléments explicités par l'exploitant, ce registre est ouvert lors de la maintenance des installations (tous les 6 mois), ou en cas d'élévation de la température des fumées au-delà des 450°C maximum (température qui risqueraient d'endommager l'électrofiltre). L'ouverture du registre de la cheminée, qui permet d'envoyer directement les fumées vers la cheminée en contournant le système de traitement, entraîne la fermeture des vannes d'entrée et de sortie du système de traitement. Afin de vérifier ces éléments l'Inspection a pu contrôler l'enregistrement de l'ouverture de la vanne du registre cheminée (contacteur de position ZI-100) depuis le redémarrage des installations le 24 juillet 2023 (suite à la phase d'arrêt pour grands travaux). Le contrôle de ces enregistrements et l'analyse des documents descriptifs du fonctionnement de ce registre (Analyse fonctionnelle_Registre & Vannes Entrée Sortie _Traitement des fumées), permettent de conclure, qu'en fonctionnement normal le système de traitement tel que décrit plus haut est bien utilisé avant rejet des émissions, et que les ouvertures de ce registre et donc la non utilisation du système de traitement des fumées sont bien liés à des événements conjoncturels (maintenance, panne, etc).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Conditions de rejets - dilution

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 35</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La dilution des effluents autre que celle nécessaire à la bonne marche de l'installation est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Toutefois, il peut être notamment dérogé à cette règle dans les cas suivants :</p> <p>[...]</p> <p>- afin de refroidir les effluents, la dilution des fumées est autorisée sur les fours à oxygène pour des raisons techniques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen des schémas d'instrumentations et tuyauteries fournis par l'exploitant en amont du contrôle et les constats réalisés sur site montre que seules deux entrées d'air sont présentes en amont de la tour de réaction (traitement à la chaux). Celles-ci permettent un refroidissement des gaz afin de ne pas dépasser la température de 450°C, ce qui correspond à la température maximale du gaz à l'intérieur de l'électrofiltre pour permettre un bon fonctionnement de cette installation.</p> <p>Lors de l'inspection sur site, il a été constaté que cette entrée d'air est régulée par un asservissement permettant de maintenir la température aux environs de 425°C.</p> <p>Ainsi l'entrée d'air en amont de l'installation de traitement répond aux dispositions de la prescription contrôlée, et n'est pas à assimiler à une dilution des effluents.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : fonctionnement des unités de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air
Prescription contrôlée : Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées. La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an. Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.
Constats : Sur les documents fournis à l'Inspection par l'exploitant on constate que la durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement est de 203,6 heures en 2023 et 216,8 en 2016, n'excédant donc pas 250 heures par an. La mesure des heures d'indisponibilité a également été vérifiée grâce à l'extraction de la position du registre de la cheminée entre le 24 juillet 2023 (remise en service de l'installation) et novembre 2023. Lors de l'indisponibilité de toute l'unité de traitement, les gaz ne sont pas analysés mais une évaluation des polluants rejetés est faite grâce aux mesures réalisées en amont de l'unité de traitement par un organisme extérieur (trois fois par an).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures en continu des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air
Prescription contrôlée : Les dispositions ci-dessous s'appliquent aux émissions du four de fusion du verre. L'exploitant assure une surveillance du rejet n°1 (Émissions du four de fusion du verre après traitement) dans les conditions suivantes : Paramètres : Débit, Température, O ₂ , CO, Poussières, Oxydes de soufre, Oxydes d'azote Fréquence : en continu [...]
Constats : L'exploitant assure une surveillance en continu des rejets de son four à verre pour l'O ₂ , le CO, la température, le débit, la pression et les poussières. Cependant, la surveillance des NO _x n'est pas réalisée. En effet, l'exploitant mesure seulement le NO et pas les NO ₂ . L'appareil de mesure ne mesure que les NO, sans qu'une conversion des NO ₂ en NO soit réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Conditions normalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air

<p>Prescription contrôlée : Les dispositions ci-dessous s'appliquent aux émissions du four de fusion du verre. L'exploitant assure une surveillance du rejet n°1 (Émissions du four de fusion du verre après traitement) dans les conditions suivantes : [...] Le débit des effluents gazeux, les concentrations et les flux sont rapportés à : • des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; • une concentration en oxygène de référence de 8 %.</p>
<p>Constats : La température, le débit, la quantité d'O₂ et la pression des fumées sont mesurés et les mesures sont indiquées comme normalisées à 8 % d'O₂, et exprimées en Nm³ sur le système de suivi des émissions en continu (via le dispositif dénommé "PCWEx par l'exploitant). Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure d'apporter une justification précise sur le calcul réalisé pour rapporter les mesures aux conditions normales de température et de pression. En conséquence l'Inspection ne peut pas conclure sur le respect de cette prescription. Cet élément est donc en l'état considéré comme susceptible de suite.</p>
<p>Observations : Il appartient à l'exploitant de transmettre sous 30 jours les éléments techniques (analyse fonctionnelle, Grafsett, programmation du dispositif « PCWEx », etc) permettant de démontrer l'intégration des conditions normalisées de température et de pression pour l'ensemble des paramètres assimilés à des polluants atmosphériques, dont il assure une mesure en continu.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 7 : Programme de surveillance des émissions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air</p>
<p>Prescription contrôlée : Extrait de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. [...]</p> <p>Extrait de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 [...] II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. [...]</p>
<p>Constats : La méthode précisée dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air consiste en la mise en place des procédures appelées QAL1, QAL2, QAL3, et AST (test annuel de surveillance). L'application de ces procédures permet de répondre à l'exigence de mesures fiables, répétables et reproductibles. Dans le cas où une autre méthode serait utilisée, il incombe alors à l'exploitant de justifier que celle-ci est fiable, répétable et reproductible.</p> <p>Les procédures précitées ne sont pas mises en place par l'exploitant. L'exploitant dispose d'un certificat QAL1 pour l'appareil de mesure en continu des poussières et d'O₂ humide, mais pas pour ses autres appareils. Les procédures QAL2, QAL3 et AST ne sont pas réalisées par l'exploitant.</p> <p>D'autres mesures sont mises en place, mais plusieurs défauts ont été constatés par l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les opérations de maintenance définies par la notice du dispositif de mesure de la pression, débit, température des fumées, ne sont pas mises en place par l'exploitant, • par ailleurs, les appareils de mesure sont contrôlés en maintenance préventive une fois par semaine. L'exploitant réalise un suivi des instruments de mesure tous les sept jours, qui consiste en un test avec de l'air sec et un test avec un gaz étalon. Si la différence entre la valeur réelle et la valeur mesurée par l'appareil est supérieur à l'Erreur Maximale Tolérée

<p>(EMT), alors l'exploitant réalise un calibrage (si l'erreur a eu lieu avec l'air sec) ou un étalonnage (si l'erreur a eu lieu avec un gaz étalon). Cependant, l'exploitant n'a pas pu justifier la valeur des EMT qu'il retient (ce dernier conditionne la réalisation des opérations d'étalonnage),</p> <ul style="list-style-type: none"> • enfin, comme détaillé dans le point de contrôle suivant, les mesures comparatives réalisées par l'exploitant montre des écarts variant de 0 à 98 % en valeur absolue entre ses mesures et celles de son prestataire. <p>Les méthodes de mesures ne peuvent donc pas être considérées comme fiables, répétables et reproductibles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Mesures comparatives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, au moins une fois par an, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci est accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Trois fois par an, un organisme de contrôle externe réalise des mesures comparatives. Des écarts importants (variant de 0 à 98% en valeur absolue) sont observés sur les années 2022 et 2023 en termes de valeurs mesurées. De plus l'exploitant compare des valeurs moyennes journalières issues de son autosurveillance en continu, avec une valeur mesurée par son prestataire sur 3 périodes variant entre 1h30 et 2h00 chacune. La comparaison n'est pas possible dans ces termes. Par ailleurs la comparaison des mesures est réalisée par l'exploitant que pour certains paramètres (débit, CO, SO₂, Poussières et NO_x) et pas pour l'ensemble des paramètres mesurés en continu (notamment les paramètres périphériques : température, pression, oxygène). Il apparaît que l'exploitant ne fait pas procéder à la mesure comparative de son autosurveillance (périodes de mesure comparées différentes entre l'exploitant et le prestataire, ensemble des paramètres non comparés).</p> <p>Concernant les accréditations et agréments possédés par le prestataire missionné par l'exploitant. Ce dernier a fourni à l'Inspection les rapports des mesures comparatives. Il a été constaté que l'organisme missionné et ses sous-traitants sont agréés par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Le prestataire réalise par ailleurs les prélèvements et analyses sous accréditation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Suivi métrologique des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour le suivi métrologique quotidien des mesures des rejets gazeux, les teneurs des gaz étalons et les gammes des appareils de mesure sont adaptées aux valeurs à mesurer dans les fumées. Il s'agira d'étalons certifiés, lorsqu'ils existent, avec une précision inférieure ou égale à 3 % et de l'ordre de grandeur de la valeur attendue. Les instruments de mesure des concentrations d'oxydes de soufre,</p>

d'oxydes d'azote, et d'oxygène font l'objet, au moins deux fois par an, d'un calibrage, au moyen de mesures effectuées en parallèle avec les méthodes de référence normalisées en vigueur (ou au moyen de toutes autres méthodes de calibrage équivalentes).
Constats : L'Inspection a pu contrôler les étalons présents sur site. Ceux-ci étaient toujours valides (date de péremption des bouteilles et des gaz non dépassée). Les étalons disposent de certificats indiquant leur précision, qui est bien inférieure ou égale à 3 % et de l'ordre de grandeur de la valeur attendue. L'exploitant réalise un suivi des instruments de mesure tous les sept jours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Transmissions des résultats d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air
Prescription contrôlée : Extrait de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. [...] Extrait de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 [...] Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure. [...]
Constats : L'exploitant ne transmet pas l'ensemble des résultats de son autosurveillance. Ainsi et pour exemple sont absents de ses transmissions, les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • concentrations horaires, flux horaires et flux spécifiques pour les paramètres CO, NOx, SO2, et Poussière, • suivi des paramètres périphériques imposés par l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 27/09/2021, tel que débit, température, et O2, • suivi des périodes d'indisponibilités du système de traitement des fumées, et justifications associées, • résultats de la mesure comparative.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois